

Informations générales

EUROPE **dimanche prochain**

Italie, Autriche : deux élections à haut risque

Dimanche prochain, le président du conseil italien joue sa tête dans un référendum, tandis que le candidat d'extrême droite brigue la présidence autrichienne.



Le candidat Norbert Hofer (au centre) et le stratège Heinz Christian Strache (à droite). Photo AFP

L'Europe n'est plus un long fleuve tranquille, si elle l'a jamais été... Les dirigeants tremblent avant chaque nouveau scrutin, depuis le vote du Brexit qui les a tous surpris. Et dimanche prochain, un nouveau choc anti-système peut venir de deux pays à la fois...

Italie : le pari de Renzi

Matteo Renzi, 41 ans, au pouvoir depuis bientôt trois ans à la tête d'une coalition de centre-gauche, veut réformer la politique italienne au pas de charge. Il propose un référendum sur l'essentiel des pouvoirs du sénat, aujourd'hui en situation de bloquer toute évolution, et assurant une majorité confortable au parti arrivé en tête des législatives. Le seul moyen, dit-il, de rendre l'Italie gouvernable, après un demi-siècle d'instabilité. Mais son style (un « populisme de gouvernement » très disruptif), et sa promesse de quitter la présidence du conseil si le non l'emporte, ont réalisé contre lui la coalition des contraires : la gauche, qui lui reproche sa réforme du marché du travail (Jobs Act), la droite, et le parti populiste de Beppe Grillo. Le Mouvement 5 Étoiles, en tête des sondages.

Le risque ? Une crise politique dégringolant en crise financière, à cause de la fragilité des banques, dans une économie plombée par la dette.

Autriche : Hofer l'extrémiste

Oui, le FPÖ (Parti libéral de

l'Autriche) de Norbert Hofer, favori du second tour de la présidentielle, est d'inspiration nazie. Mais la première motivation de ses électeurs est bien, au-delà de l'hostilité contre les migrants, le désir de liquider le monopole des deux grands partis conservateur et social-démocrate, verrouillé depuis la guerre, explique Patrick Moreau dans « L'Autriche des populistes » (Fondapol).

Le risque ? Que le président Hofer, sans grand pouvoir, facilite l'accès à la chancellerie du vrai patron du parti, Heinz Christian Strache. Et un démenti cinglant à tous ceux qui émettent un « plafond de verre » empêchant l'extrême droite de gagner une élection à tous tours.

Puis l'Allemagne, la France...

Ces scrutins en précédent trois autres : législatives aux Pays-Bas (mars), présidentielle en Allemagne (septembre). Tous trois devaient voir progresser, à des degrés divers, des candidats anti-système - national et européen. Le pire est que la proximité de ces élections fait en même temps obstacle à toute initiative susceptible de renverser la tendance. Un sujet de plus pour le dernier Conseil européen de l'année, mi-décembre, qui avait déjà au menu les réfugiés, le Brexit, la défense, l'élection de Trump...

F. B.

POLITIQUE

Primaires de gauche : en sursis

Les amis de Martine Aubry appelaient hier à refonder la gauche. Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale, en a profité pour jeter un pavé dans la mare : il appelle à une primaire opposant Hollande et Valls.

Ce n'était pas prévu que Hollande et Valls, au carrefour des gauches et de l'écologie, hier à Bondy (Seine-Saint-Denis), initié par les proches de Martine Aubry, devait être la première pierre de la refondation de la gauche. Ce devait aussi être l'occasion de faire comprendre à Manuel Valls, qui trouverait la gauche rouge, rose et verte réunie face à lui, s'il lui prenait des envies présidentielles. On n'en était pas encore au ralliement de cette gauche plurielle à François Hollande, mais le chemin commençait à être déblayé.

La primaire a commencé

Patras. La réunion n'était pas commencée que Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale, appelait Manuel Valls à participer à la primaire et à y affronter Hollande.

« Je souhaite que Macron participe à la primaire, je souhaite que Valls participe à la primaire, je souhaite que Hollande participe à la primaire, je souhaite que Mélenchon vienne exprimer au sein de la primaire sa différence », a-t-il déclaré en arrivant. Pour lui, il est évident que Hollande et Valls sont tous les deux porteurs d'un projet de France, ils doivent l'assumer devant les Français via la primaire.

Semaine décisive pour Hollande

La réflexion de Bartolone intervient à quelques jours de

l'annonce de la candidature de François Hollande à la prochaine élection. C'est une façon de lui s'avancer la planche. On sait que depuis la parution du livre « Un président ne devrait pas dire ça », les relations entre les deux hommes sont mauvaises. L'appel de Bartolone à Bondy a effacé tout le reste. Le fait que parlent ensemble et s'écoulent des personnalités aussi diverses que le ministre du Commerce extérieur Matthias Fekl, le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, l'ex-garde des Sceaux Christine Taubira et Martine Aubry a été balayé en l'espace d'une phrase.

Du plomb dans l'aile de la primaire

Une phrase qui évidemment relance la possibilité d'une candidature du Premier ministre qui en meurt d'envie. « C'est bien la preuve que la seule évidence est qu'il n'y a plus d'évidence institutionnelle », a réagi sur twitter Francis Chouat, maire d'Evry et proche de Valls, qui n'en attendait pas moins.

La gauche est donc plus divisée que jamais et la primaire de plus en plus en sursis. Car en fin d'après-midi on a appris que Sylvia Pinel a été investie par son parti, le PRG, pour être candidate à la présidentielle sans passer par la primaire organisée par la Belle Alliance populaire de Jean-Christophe Cambadélis.

Ce n'est pas anecdotique : si les partis amis ne participent pas à la primaire, François Hol-



Claude Bartolone et Martine Aubry, hier à Bondy. Photo AFP

lande a des arguments pour s'en passer. D'autant que les communistes ont décidé de soutenir Mélenchon, qui lui aussi se passera de primaire.

En ce jour de deuxième tour de la primaire de droite qui a été un grand succès, on peut douter de plus en plus de la tenue même de sa petite sœur de gauche.

À Bondy, Nathalie MAURET.

Au final, le PC soutiendra (quand même) Mélenchon

Le Parti communiste n'a jamais été aussi révolutionnaire, puisqu'il vient de tourner par deux fois sur lui-même. Le 4 novembre, Pierre Laurent, le secrétaire national, appelait à l'issue de laborieuses négociations avec la France insoumise, à soutenir la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Le lendemain 5 novembre, les cadres du parti désavouaient leur patron et se prononçaient pour une candidature interne, ou, au nom de l'union, pour un éventuel soutien à un représentant de la gauche du Parti socialiste. Arnaud Montebourg, en l'occurrence, au cas où il sortirait vainqueur de la primaire de gauche.

Les adhérents ont tranché ce samedi : appelés à voter sur les deux options, ils ont décidé le soutien à Jean-Luc Mélenchon. Le score est serré : 53,6 % des 40 937 votants ont choisi de se rallier au candidat de la France insoumise, 46,4 % ont entendu les arguments du député André



Désavoué par ses cadres, Pierre Laurent (à droite) est repêché par sa base. Photo AFP

Chassaigne qui estime que se placer sous la bannière Mélenchon mène à la mort du Parti communiste. Le PC (re)met désormais ses pas dans ceux de celui qui il soutenait déjà voici cinq ans, mais il le fait la mort dans l'âme. « Les communistes poursuivent leurs efforts pour une candidature commune, porteront cet appel en conservant leur autonomie, critique et constructive, tra-

vailleont à un cadre collectif de campagne élargi afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible », souligne la déclaration du comité exécutif national. Qui ajoute : « Quels qu'aient été leur choix, l'unité des communistes est désormais indispensable. » Autant dire qu'elle est loin d'être acquise !

Patrick FLUCKIGER.

sommet de madagascar

DIPLOMATIE

La francophonie fait face

À Antananarivo, François Hollande appelle à la création d'un réseau francophone contre la radicalisation, notamment pour échanger des informations.

La mort de Fidel Castro a quelque peu éclipsé l'ouverture hier du 16^e sommet de la francophonie organisé ce week-end à Madagascar en présence d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement.

Un rempart contre le terrorisme ?

Les thèmes abordés lors de cette rencontre biennale, qui s'achève ce soir, étaient pourtant cruciaux comme la lutte contre le terrorisme ou la crise des migrants.

Depuis Antananarivo, François Hollande a ainsi appelé hier à renforcer la coopération contre la radicalisation islamiste au sein de l'espace francophone : « La France soutient la mise en place d'un réseau francophone de lutte contre la radicalisation pour échanger des informations, partager des pratiques efficaces et mettre en place des programmes partout où c'est nécessaire », a lancé le chef

de l'État français lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. « Nous n'avons pas le droit d'abandonner des jeunes sans repères, de les laisser ainsi vulnérables, atteints par les mensonges des mouvements fondamentalistes. »

« Pour un monde plus juste »

La présidence française travaille avec l'Organisation internationale de la francophonie (OIF, 1) depuis plus d'un an sur le renforcement de la coopération entre les États sur cette question. Le président malgache Hery Rajaonarimampianina a, lui, évoqué la crise des migrants et appelé à « multiplier les initiatives pour un monde plus juste ». Et de plaider : « Les vagues migratoires en provenance d'Afrique auxquelles nous assistons actuellement exigent des réponses politiques inclusives ». Avant le début du sommet, Michaëlle Jean, secrétaire

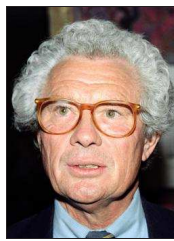
générale de l'OIF, avait confirmé : « La crise migratoire nous interpelle, nous sommes dans la francophonie à la fois des pays de départ, de transit, de destination et d'accueil ». Suspendue de l'OIF de 2009 à 2014, après le coup d'État de l'ex-président Andry Rajoelina, l'île de Madagascar (22 millions d'habitants), située au large de l'Afrique, dans l'océan Indien est elle-même, un des pays les plus pauvres de la planète.

> L'organisation regroupe 54 États membres, 23 observateurs et 3 membres dits associés. La Thaïlande qui fait partie des observateurs est suspendue de l'OIF depuis le coup d'État de 2014. Selon l'OIF, près de 274 millions de personnes peuvent être définies comme francophones de façon certaine dans le monde.



Le chef de l'État français accueilli par son homologue malgache, hôte du sommet de la Francophonie. Photo AFP

EN BREF



David Hamilton. Photo AFP

ENQUÊTE

Décès de David Hamilton : un suicide ?

La piste du suicide était privilégiée par la police française hier après la découverte à son domicile parisien du corps du photographe britannique David Hamilton. Des analyses toxicologiques doivent être menées, des médicaments ayant été retrouvés dans la salle de bains du photographe, qui aurait ingurgité de l'alcool. David Hamilton avait été récemment accusé de viols ou d'agressions sexuelles par plusieurs femmes, dont l'animatrice Flavie Flament. « Dévastée » selon son éditeur par l'annonce de la mort de David Hamilton, par la mort du photographe, celle-ci a estimé : « L'horreur de cette annonce ne saura jamais effacer celle de nos nuits blanches ».

NORMANDIE

Accident de chasse : un mineur tué

Un jeune homme de 16 ans a été tué accidentellement, hier en fin de matinée, lors d'une partie de chasse organisée à Perriers-sur-Andelle (Eure). Il est la victime d'un tir de carabine, vraisemblablement une erreur de manipulation de l'arme. Atteint à la tête, le jeune homme est décédé sur le coup. Il n'y a pas de lien de parenté entre l'auteur du coup et la victime. Une enquête a été ouverte.

Un homme meurt lors d'une chasse en famille

Un homme de 68 ans a été tué hier lors d'une partie de chasse en famille, dans une forêt à la frontière entre l'Eure et la Seine-Maritime. Une balle tirée par un de ses cousins, âgé de 66 ans, aurait ricoché et atteint la victime à la tête. Il s'agissait d'un accident. L'auteur du tir, très choqué, a été hospitalisé.

ÉTATS-UNIS

Wisconsin : doutes sur la présidentielle

L'écologiste Jill Stein, ex-candidate indépendante à la Maison Blanche, a officiellement soumis vendredi une demande pour recompter les voix de l'élection présidentielle américaine dans le Wisconsin. Une opération, officiellement confirmée, qui commencera, selon elle, « la semaine prochaine ». Jill Stein entend également demander un nouveau calcul des votes en Pennsylvanie et dans le Michigan, deux autres États très disputés qui ont basculé en faveur du président élu Donald Trump le 8 novembre.

CORÉE DU SUD

La présidente de plus en plus contestée

« Park dégage maintenant ! » : la mobilisation contre la présidente ne faiblit pas en Corée du Sud. Hier, plus d'un million de manifestants (selon les organisateurs) ont bravé le froid et la neige à Séoul pour réclamer du nouveau la démission de Park Geun-Hye empiétrée dans un retentissant scandale de trafic d'influence. Le début de ces rassemblements hebdomadaires a débuté il y a plus d'un mois dans la capitale.



Le rassemblement aux abords de la résidence présidentielle à Séoul. Photo AFP

QUESTIONS À

Yves Bertoincini Directeur de l'Institut Jacques-Delors

« Des failles nationales »

Pourquoi cette vague populiste sur l'Europe ? On européenne trop ce phénomène. Pour bien le comprendre, il faut d'abord l'occidentaliser : l'Europe et les États-Unis sont confrontés à un mouvement de plaques tectoniques venu principalement d'Asie, mais aussi du monde arabo-musulman, qui remet en cause leur domination sur les affaires du monde. La mondialisation, qu'elle soit économique ou culturelle, avec les migrations, génèrent ainsi des peurs, des angoisses sociales et identitaires. Ajoutez une crise financière, la pire depuis les années 30 - quand on voit ce qu'il s'est produit dans les années 30, il fallait bien s'attendre à quelques tremblements de terre ! Ce mouvement de plaques tectoniques provoque donc des tremblements de terre là où il y a des failles, et elles sont la plus souvent des failles nationales.

Donc différentes dans chaque pays ? Oui, il faut alors nationaliser l'explication. En Autriche, avant d'être un vote d'extrême-droite, c'est un vote anti-système, lié à la trop longue pratique de la Grande Coalition, qui oblige à chercher l'alternance aux extrêmes. La preuve : l'autre candidat du second tour est un écologiste. En Espagne, en Grèce et au Portugal, pays



Photo DR

vaccinés par l'Histoire contre l'extrême droite, le vote anti-système s'exprime à travers la gauche radicale. En France, c'est le Front national, et Jean-Luc Mélenchon qui essaie de capter la colère avec sa « France insoumise ». Vous avez enfin Beppe Grillo et son mouvement attrape-tout des colères de gauche et de droite.

Comment répondre ? Si les Italiens ou les Autrichiens ont peur, c'est un fait, une réalité à prendre en compte. Or, le système politique traditionnel est enfermé dans un discours rationnel, plein de chiffres. Il faut réapprendre à faire de la politique, y compris pour défendre l'Europe, en prenant en compte les sentiments, les imaginaires, les symboles...

Recueilli par Francis BROCHET.